

Article rank | 16 Sep 2010 | Ottawa Citizen | BY MATTHEW PEARSON

Catholic boards shine in standardized tests 1

English public board also above average in most categories

All four Catholic school boards in the Ottawa region ranked higher than or tied the provincial average in every area covered by standardized tests, according to results released Wednesday by the province's testing authority.

Students at the Ottawa Catholic, Ottawa French Catholic and Eastern Ontario Catholic boards scored higher than the provincial average in Education Quality and Accountability Office (EQAO) assessments of reading, writing and math for the primary (Grade 1 to 3) and junior (Grades 4 to 6) divisions, as well as the Grade 9 assessment of math.

Renfrew County's Catholic school board tied the province in Grade 9 academic math, and scored above the provincial average in all other categories.

Ottawa's English public school board also performed well in most categories and exceeded the provincial average.

Two exceptions were Grade 3 math, where the public school board scored one point lower than the provincial average, and Grade 9 applied math, where the public board scored two points lower.

Renfrew County's public school board received the lowest scores in the region, placing below the provincial average in all areas except Grade 9 applied math.

School and boards reports from the standardized tests, which were administered during the spring, are available online at eqao.com.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | *16 Sep 2010* | *Ottawa Citizen*

EQAO results for French-language school boards

Ontario's French and English-language schools boards follow different curriculums, so the Grade 3, 6 and 9 tests are different. Here are the results for Ottawa's two French schools boards:

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Autos](#) [Careers](#) [Classifieds](#) [Homes](#)

Ottawa students above average

By **SCOTT TAYLOR, OTTAWA SUN**

Last Updated: September 15, 2010 8:28pm

Most Ottawa students continue to score better than the provincial average in standardized tests, but some schools are lagging behind.

The tests, administered by the Education Quality and Accountability Office, measured the reading, writing, and mathematics knowledge and skills of more than 8,000 grade 3, 6 and 9 students in the 2009-2010 school year.

The results are used to spot problem areas and shape long-range planning.

Ottawa Catholic School Board students ranked higher than the provincial average in Grade 3 and Grade 6 reading, writing and math, as well as Grade 9 applied and academic math.

Students at St. Elizabeth Anne Seton proved to be among the brightest in the province with students achieving a level of 90% in five out of six categories.

Catholic schools that fell below the bar include St. Luke, which struggled in both reading and math, and St. Michaels (Ottawa), which was right around the average in most categories except in Grade 6 math.

Meanwhile, Ottawa-Carleton District School Board students performed at or slightly above the average in most elementary and high school categories.

Woodroffe Avenue students were well above the provincial average, while Devonshire Community's Grade 3 students scored 100% in math.

Elmdale's Grade 6 students excelled in all categories, scoring 10% higher than the average in reading, 14% better in writing and 15% above in math.

The majority of Arch Street and Charles H Hulse Grade 3 students generally scored below the average, and Connaught students lagged far behind in every category except Grade 3 math. Pinecrest students also missed the mark in every category with a high-water grade of only 35% in Grade 3 writing.

Lisgar Collegiate Institute and Nepean High School were among the OCDSB secondary schools to do well.

Complete results of the report are available at eqao.com.

scott.taylor@sunmedia.ca

Copyright © 2010 Ottawa Sun All Rights Reserved

16 septembre 2010 | Le Droit | TORONTO — La Presse Canadienne

LES ÉCOLES DEVRAIENT ACCEPTER LES CELLULAIRES EN CLASSE, DIT MCGUINTY

Les parents qui se sont farouchement battus pour que leurs enfants accros aux cellulaires puissent demeurer attentifs à l'école devront peut-être bientôt faire face à une nouvelle réalité en Ontario: des classes où les étudiants seront activement encouragés à utiliser les omniprésents gadgets téléphoniques. Le premier ministre ontarien Dalton McGuinty croit que les directions d'établissements scolaires devraient faire preuve d'ouverture afin de permettre aux étudiants d'apporter et d'utiliser leurs cellulaires en classe. « Les téléphones, Blackberrys et consorts sont des conduits pour l'information aujourd'hui, et l'une des choses que nous voulons, c'est que nos enfants soient bien informés, a énoncé le premier ministre. Et c'est quelque chose sur quoi nous devrions nous pencher dans nos écoles. » Cette position peut étonner puisque le premier ministre n'autorise pas ses ministres à faire l'usage du cellulaire durant les réunions de son cabinet parce qu'ils représentent une source de distraction. Cela dit, M. McGuinty croit qu'avec une « utilisation adéquate », ils pourraient être utilisés en classe.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Classement de l'article | 16 sept. 2010 | L'Express Ottawa

Train léger à Orléans: une possibilité!

Le conseil municipal d'Ottawa veut analyser la possibilité de prolonger le train léger jusqu'à Orléans. Le conseil a adopté une motion, présentée par conseiller Rob Jellett, pour analyser ce projet qui consisterait à aménager une voie ferrée sur le nouveau Transitway de Cumberland, au lieu des autobus.

La motion appuyée par le conseiller Rainer Bloess et par le conseiller d'Orléans, Bob Monette, parle d'un train léger allant de la gare du chemin Blair au chemin Trim, si l'analyse de rentabilité démontre que ce train serait plus rentable que l'autobus.

Le conseil a également approuvé des plans pour trois projets du Transitway qui devrait améliorer le service d'OC Transpo à Kanata et Orléans, y compris un Transitway séparé du chemin Navan à la station Blair.

Le projet du Cumberland Transitway commencerait au parc du Millénaire, passerait par Avalon, Chapel Hill Sud, et irait vers le Innes Bypass jusqu'à la station Blair.

«Avec l'économie en pleine croissance dans le sud d'Orléans, je pense qu'il y a certainement une bonne chance pour avoir le train léger ici», dit M. Jellett.

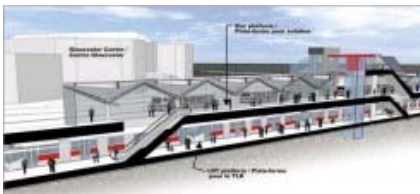
« Cela permettrait aux résidents de Cumberland et d'Orléans de prendre le train dans leur quartier pour se rendre à leur travail au centre-ville.»

TLR à Ottawa a été un sujet controversé depuis sa proposition en 2007. Le plan actuel voit le train léger passer par Tunney's Pasture à la station Blair.

Avec un train léger se terminant à Gloucester, de nombreux résidents d'Orléans seront obligés d'effectuer plusieurs transferts durant leur transport.

Stephen Blais, candidat à Cumberland, pense que cette proposition est trop peu, trop tard.

«Les gens d'Orléans comptent parmi les plus grands utilisateurs de l'autobus dans la ville. Les temps de déplacement ne vont pas en s'améliorant. Il sera très difficile pour les gens de se rendre à leur travail en ville ou du côté de Gatineau.»



Jellett dit qu'il espère voir le train léger à Orléans dans la prochaine décennie.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Supervision du dossier du train léger

Watson veut un conseil indépendant

FRANÇOIS PIERRE DUFAULT
fpdufault@ledroit.com

Jim Watson veut voir le dossier du train léger d'Ottawa dans d'autres mains que celles des élus et des fonctionnaires municipaux. Le candidat à la mairie propose de confier le processus d'appel d'offres à l'agence gouvernementale Infrastructure Ontario et de créer ensuite un conseil indépendant qui serait chargé de superviser la construction de la première phase du projet.

M. Watson dit qu'au chapitre de la gestion de projets, le bilan de la Ville d'Ottawa laisse à désirer depuis quatre ans. Il cite notamment l'exemple du nouveau garage d'autobus d'OC Transpo dont les coûts ont explosé de 100 %.

L'ancien maire d'Ottawa de 1997 à 2000 estime que les contribuables n'ont pas les moyens d'encaisser des dépassements de coûts sur leur facture de 900 millions \$ prévue pour le train léger. Il rappelle que la participation des gouvernements fédéral et provincial n'ira pas plus loin que les 1,2 milliard \$ déjà consentis au projet évalué à 2,1 milliards \$.

« Nous ne pouvons pas permettre au conseil municipal de faire la microgestion de ce projet. Nous ne pouvons pas, non plus, nous permettre que ce soit les fonctionnaires qui fassent la microgestion de ce projet. Ils n'ont jamais mené un projet d'une telle envergure », a déclaré M. Watson, hier midi, devant les membres d'un club Kiwanis d'Ottawa.

Une décennie « perdue »

Le candidat affirme que l'annulation de l'ancien projet de train léger nord-sud, en 2006, a fait mal à la crédibilité de la Ville d'Ottawa. « Et c'est sans compter que nous avons presque perdu une décennie de planification et de travail », a-t-il décoché à son adversaire, le maire sortant Larry O'Brien.

C'est pourquoi M. Watson souhaite demander à Infrastructure Ontario de lancer le processus d'appel d'offres en vue de la construction du premier tronçon ferroviaire de 12 kilomètres avec un tunnel au centre-ville.

Une fois la construction commencée, M. Watson s'en remettrait à un conseil de ges-



Jim Watson estime que les contribuables n'ont pas les moyens d'encaisser des dépassements de coûts sur leur facture de 900 millions \$ prévue pour le train léger.

tion indépendant composé de citoyens qui possèdent une grande expérience dans les domaines des transports, des finances et de la construction. Les membres de cette équipe seraient choisis à la suite d'un processus rigoureux. Ils seraient appelés à s'investir de façon bénévole.

« Je laisserais ce conseil de gestion mettre son expertise à profit pour compléter ce projet selon

l'échéancier et, surtout, selon le budget prévu », a expliqué M. Watson. Selon lui, la formule a déjà donné de bons résultats lors de l'agrandissement de l'aéroport international Macdonald-Cartier d'Ottawa.

S'il est élu le 25 octobre, M. Watson entend aussi réformer le comité municipal du transport en commun. Il entretient la création d'une commission qui, à l'instar de la Com-

mission des services policiers d'Ottawa, serait composée d'une majorité d'élus et de citoyens qui possèdent de l'expérience dans le domaine.

M. Watson est le troisième candidat à la mairie à vouloir réformer le comité du transport en commun. Le maire O'Brien de même qu'Andrew Haydon ont, pour leur part, lancé l'idée de recréer une commission indépendante pour gérer OC Transpo.

Doucet confiant malgré les sondages

FRANÇOIS PIERRE DUFAULT
fpdufault@ledroit.com

Même si les plus récents sondages le classent au troisième rang avec 6 % des intentions de vote, Clive Doucet se dit confiant que le vent tournera en sa faveur d'ici la fin de la course à la mairie d'Ottawa.

M. Doucet dit que s'il arrive à grimper de quelques points dans chaque sondage d'ici les élections du 25 octobre, il sera en mesure de renverser la vapeur.

« Rappelez-vous que David

Miller, le maire de Toronto, était troisième comme moi à pareille date avant les élections municipales de 2003. C'est seulement au cours des dernières semaines de la campagne qu'il a commencé à rattraper ses adversaires », a comparé l'élu du quartier Capitale.

Hier, M. Doucet y est allé d'une nouvelle série de promesses électorales. Le conseiller d'origine acadienne a prononcé le plus clair de son discours en français, a-t-il admis, pour s'excuser d'avoir un site Internet exclusivement en anglais.

Le candidat à la mairie veut notamment appliquer l'exemple de revitalisation de la rue Preston au plus d'artères possibles à Ottawa, en particulier l'avenue Carling où il ferait passer son train léger. Il entretient une avenue bordée de petits commerces, avec des trottoirs plus larges.

M. Doucet promet aussi de donner aux secteurs ruraux d'Ottawa la possibilité d'avoir leurs propres règlements municipaux, ce que réclament les agriculteurs de l'ancien comté de Carleton depuis 2005.

O'Brien n'identifiera pas de candidats

Le maire Larry O'Brien n'identifiera finalement pas de candidats qu'il aimerait voir à la table du conseil d'Ottawa s'il revient pour un deuxième mandat. Mais il demande aux électeurs qui l'appuient de bien se renseigner sur les candidats qui se présentent dans leur quartier afin de faire « un choix éclairé ».

M. O'Brien se défend de vouloir créer un parti politique au niveau municipal. Il dit toutefois vouloir s'entourer d'une équipe qui partage son style de gestion et qui veut « pousser dans la même direction » que lui. « J'ai dévoilé mon plan financier et les candidats aux postes de conseillers font faire de même au cours de la campagne. Je demande à ceux qui me veulent comme maire et qui alimentent mon plan financier de bien faire le lien entre moi et le candidat pour qui ils voteront dans leur quartier », a confié M. O'Brien au *Droit*.

François Pierre Dufault, LeDroit

LEDROIT, LE JEUDI 16 SEPTEMBRE 2010

Changeons de mode!

**SEMAINE
DES TRANSPORTS
COLLECTIFS ET
ACTIFS**

Du 16 au 22 septembre 2010

Le 22 septembre

**Invitez une personne
de votre entourage à voyager
GRATUITEMENT en autobus.**

Procurez-vous un feuillet comprenant deux billets d'autobus **GRATUITS**.

Disponible dès maintenant à bord des autobus et dans les Points de service STO.

Participez au concours
« Gagne à changer de mode »
au www.infostca.org

Plusieurs prix à gagner dont un abonnement annuel de la STO.
Valeur totale des prix : 3 460 \$

Inscription et règlements complets disponibles au www.infostca.org. Aucun achat requis. 18 ans et plus. Le concours se termine le 21 septembre à 17h. Le tirage aura lieu sur la rue Laval à Gatineau le 22 septembre à 13h.

Informez-vous sur les activités qui se déroulent tout au long de la semaine au sto.ca/16au22septembre

16 septembre 2010 | Le Droit | JEAN-JEAN-FRANÇOISFRANÇOISDUGAS DUGAS jfdugas@ledroit.com
Correspondant régional — Est ontarien Correspondant régional
jfdugas@ledroit.com

Un inconnu pourrait mêler les cartes

Mais qui est donc ce Ron Barr? C'est la question que plusieurs électeurs du canton de Russell se sont posés après que le quatrième candidat à la mairie eut déposé sa candidature à la toute dernière minute en vue du scrutin municipal du 25 octobre prochain.

Contrairement à ses trois adversaires, le maire sortant Ken Hill et les échevins, Lorraine Dicaire et Jean Paul St-Pierre, l'homme de 48 ans semble peu connu.

Malgré cet obstacle, le père de famille de trois jeunes adultes et gestionnaire de cinq entreprises différentes croit qu'il est l'homme de la situation.

« Je suis extrêmement inquiet de la direction prise par la municipalité. J'estime qu'elle est mal gérée [...] Je crois que je peux apporter une meilleure structure de gestion grâce à mes habiletés dans le domaine des finances », a-t-il affirmé en pointant particulièrement du doigt ses opposants à la mairie.

L'unilingue anglophone déplore également tout le débat entourant le règlement sur l'affichage commercial bilingue. Il est de ceux, comme la plupart de ses concitoyens avance-t-il, qui prônait la liberté de choix et non un règlement forcé.

Néanmoins, ce dernier n'a pas voulu se prononcer quant à ses intentions face au règlement.

« Au moment de l'élection, il y aura toujours un litige car le règlement sera porté en appel. Je dois respecter le processus et il serait irresponsable de formuler une opinion d'un côté comme de l'autre », a-t-il simplement commenté.

Habiletés et non la langue

M. Barr se dirait « déçu » si son inhabileté à s'exprimer couramment en français ruinait ses chances d'être maire.



« J'espère que les citoyens veulent plutôt la paix, un administrateur responsable et un leadership solide dans la communauté et qu'ils iront au-delà de la question linguistique. Je ferai de mon mieux tant pour la communauté francophone qu'anglophone », a-t-il promis.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

16 septembre 2010 | Le Droit | PATRICK DUQUETTE pduquette@ledroit.com PATRICK DUQUETTE pduquette@ledroit.com

Recyclage et compostage bientôt obligatoires

Un règlement municipal est sur les planches à dessin à Gatineau

Après avoir brandi la carotte, la Ville de Gatineau s'apprête à sortir le bâton pour obliger les citoyens à recycler et à composter davantage leurs déchets.

Un nouveau règlement municipal interdira bientôt de jeter aux poubelles des matières recyclables ou compostables, a appris LeDroit. Son entrée en vigueur est prévue d'ici quelques mois, voire dès le début de l'année prochaine. Les citoyens devront se conformer à la réglementation sous peine de se voir infliger des amendes.

Après avoir fait à grands coups de publicité la promotion de ses bacs bleus et bruns, la Ville de Gatineau s'apprête à franchir une nouvelle étape pour engager les citoyens dans le virage vert. Elle espère du même coup réduire la quantité de déchets envoyés chaque année au dépotoir de Lachute.

Mis au courant des informations obtenues par LeDroit, le président de la commission de l'environnement, Alain Riel, se dit personnellement favorable à un règlement plus contraignant qu'il souhaite voir entrer en vigueur le plus vite possible.

« Mon voeu, c'est qu'on y aille avec des obligations de composter et de recycler dès le début de 2011. C'est un horizon réaliste à mes yeux. Il y aurait un règlement pour obliger les gens à le faire. C'est un voeu qui m'est cher. »

M. Riel est conscient que la nouvelle réglementation ne remportera pas un concours de popularité au sein de la communauté. « Ça prend du courage pour faire progresser un dossier », a-t-il dit, ajoutant qu'il trouve « inconcevable » qu'en 2010, des déchets recyclables ou compostables soient encore jetés tout bonnement à la poubelle.

Certains arrondissements de Montréal interdisent de jeter des matières recyclables dans les poubelles. Des inspecteurs sont chargés de l'application du règlement, indique Valérie De Gagné, porte-parole de la Ville de Montréal.

Derrière la nouvelle réglementation de la Ville de Gatineau se cache aussi une question de gros sous. À compter du 1er octobre, le gouvernement du Québec augmentera la pression sur les villes, en vue de réduire la quantité de déchets envoyés dans les sites d'enfouissement. La redevance que doivent payer les villes sur chaque tonne de déchets envoyée au dépotoir doublera, pour passer de 9,50 à 19\$ la tonne.

Pour la Ville de Gatineau, il s'agit de frais supplémentaires d'environ 800 000 \$ par année. Même sur une partie des redevances retournera à la Ville en fonction de sa performance environnementale, une partie de la hausse pourrait se retrouver sur le prochain compte de taxes des contribuables.

« C'est beaucoup de frais, concède le maire Bureau. Alors on a intérêt à ce que notre population recycle et composte. Plus on va le faire, moins les frais vont être importants. »



Pour la conseillère Denise Laferrière, c'est aussi une question d'équité. À l'heure actuelle, chaque propriétaire gatinois paie un tarif annuel de 176,22 \$ pour l'enlèvement des ordures. C'est le même tarif pour tout le monde, que le citoyen composte religieusement ses restes de table, ou qu'il utilise son bac bleu... pour laver la toile de sa piscine. « Alors un moment donné, ceux qui sont de bons citoyens vont payer pour ceux qui ne compostent pas », a dit Mme Laferrière.

Classement de l'article | 16 sept. 2010 | L'Express Ottawa

«Gris» plutôt que «verte» pour les votes environnementaux des conseillers municipaux

Alors que les jeunes sont déjà de retour à l'école, les conseillers municipaux reçoivent des bulletins en fonction de leurs votes verts. Écologie Ottawa a récemment présenté les résultats de leur cinquième rapport annuel, qui examine comment les conseillers municipaux ont voté sur les questions qui concernent l'environnement.

Le rapport nomme 17 décisions clés prises entre novembre 2009 et juin 2010, sur des questions telles que les transports, l'énergie propre, les espaces verts, la réduction des déchets et la croissance urbaine.

Conseiller d'Orléans, Bob Monette était le seul à recevoir une note F. Le maire Larry O'Brien a amélioré son F du rapport de l'an dernier à un C cette année. Clive Doucet, Diane Holmes, Alex Cullen et Peggy Feltmate ont tous reçu un A+.

La majorité des conseillers, toutefois, ont eu des marques plus faibles que C.

M. Monette dit qu'il ne changerait pas l'une des décisions qu'il a prises sur la base du rapport. «Je peux justifier chacun de mes votes», dit-il. «Je pense que j'ai fait ce que mes électeurs voulaient.»

Il dit que les coûts associés à de nombreuses mesures, comme une augmentation du budget de OC Transpo et des interdictions sur les contributions des compagnies pour les élections municipales, ne se prêtaient pas à des résidents à Orléans.

«Il ya toujours un coût à ces mesures et j'essaie de trouver un équilibre entre ce qui est bon pour l'environnement et ce qui fonctionne pour la communauté.»

Monette a dit le rapport ne reflète pas son travail au cours du dernier mandat, en montrant son rôle dans la découverte de la défectuosité à l'organisme de réglementation des eaux usées Keefer, qui a conduit à un déversement d'eaux usées brutes massive dans la rivière des Outaouais en 2006.

Lorsque l'information est devenue publique, il a conduit à la modernisation des infrastructures et un nettoyage dans le cadre du Plan d'action de la rivière des Outaouais.

Jennifer Robitaille, adversaire de M. Monette à la prochaine élection, dit qu'elle aurait voté de la même manière que Monette sur certaines des questions.

«Je peux comprendre certains de ses raisonnements,» dit-elle. «Les gens pensent que l'environnement est important, mais dès qu'il ya une augmentation des impôts il ya un vacarme. Ça coûte de l'argent, ces mesures-là.»

Le rapport Écologie Ottawa est disponible à www.ecologieottawa.ca

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

16 septembre 2010 | Le Droit | LONDRES — Mali Ilse Paquin, la Presse

La pression s'accentue sur le pape Benoît XVI

À quelques heures de l'arrivée de Benoît XVI en Grande-Bretagne, la grogne au sujet de sa visite échauffe les esprits. Des victimes d'agressions sexuelles et des personnalités haussent le ton alors qu'un cardinal s'attaque à « l'athéisme agressif » des Britanniques.

Dans une lettre ouverte, 50 personnalités, dont l'acteur Stephen Fry et le prolifique auteur Ken Follett, dénoncent le fait qu'il sera reçu avec les honneurs dus à un chef d'État. À cause des positions conservatrices du Vatican, les signataires considèrent cette visite comme « une mascarade pour étendre son influence internationale ».

La presse britannique insiste pour sa part sur les 12 millions de livres sterling (19,2 millions \$ CAN) que coûtera le séjour papal aux contribuables, pourtant frappés par des mesures d'austérité.

Au Royaume-Uni, où le trône est toujours interdit aux catholiques, « l'anglicanisme est la seule religion chrétienne ; le reste est considéré comme exotique », explique à La Presse Tom O'Loughlin, théologien à l'Université de Nottingham.

Dans une entrevue publiée hier dans le magazine allemand Focus, le cardinal Walter Kasper, chef du conseil pour l'unité chrétienne, a déclaré que les chrétiens britanniques sont malmenés par un « nouvel athéisme agressif ». « Si, par exemple, vous portez un crucifix à bord d'un vol de British Airways, vous serez l'objet de discrimination », a illustré l'homme de 77 ans. Le même jour, le cardinal Kasper a renoncé à accompagner le pape pour « des motifs de santé ».

Contrairement au pape JeanPaul II, qui avait reçu un accueil digne d'une vedette rock en 1982, Benoît XVI ne fera pas courir les foules. Des 255000 billets mis en vente pour ses messes et ses prières extérieures, environ 35000 sont demeurés invendus. Sa visite sera certes suivie, mais avec des attentes : 80 % des Britanniques aimeraient qu'il demande pardon pour les scandales de pédophilie.

Toutefois, les excuses ne suffisent plus pour des victimes britanniques, qui ont demandé hier que le Vatican remette aux autorités appropriées les renseignements concernant les prêtres agresseurs. Selon toute vraisemblance, le pape rencontrera en privé certaines victimes, comme il l'a fait aux États-Unis et en Australie. « Ne pas le faire serait un désastre pour l'image de l'Église », a déclaré au journal The Independent un prélat catholique qui a requis l'anonymat.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

16 septembre 2010 | Le Droit

La rentrée : pas pour tous

C'est la rentrée pour plusieurs personnes, comme moi qui commence ma 6e année. Mais d'autres, comme les jeunes filles dans les pays d'Afrique, ne peuvent malheureusement pas rentrer à l'école. En effet, ces jeunes filles, quand elles arrivent à la puberté, ont besoin d'avoir accès à des toilettes mais trop souvent, leurs écoles n'en n'ont pas et leurs seuls moyens, ce sont les buissons. C'est dommage et c'est injuste. J'espère que notre pays pourra leur venir en aide. Ce serait un beau cadeau de rentrée.

Isabelle Tardif-Sanchez,
Gatineau

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Classement de l'article | 16 sept. 2010 | L'Express Ottawa | Par Kristina Brazeau
kristina.brazeau@transcontinental.ca

Le programme Parajuriste de La Cité collégiale répond aux exigences du Barreau

Les diplômés du programme Parajuriste de La Cité collégiale (LCC) pourront désormais se présenter à l'examen menant au permis de parajuriste en Ontario.

Le programme a été reconnu par le Barreau du Haut-Canada a annoncé le collège récemment.

Le programme de parajuristes vise à former des professionnels juridiques qui ne sont pas des avocats mais qui offrent certains services juridiques au public. Ils peuvent par exemple représenter des clients à la Cour des petites créances et à la Cour de justice de l'Ontario.

Les parajuristes peuvent ainsi travailler au sein de cabinets d'avocats, de cabinets de parajuristes, au gouvernement et dans les tribunaux. Ils peuvent aussi travailler à leur propre compte.

« Nous sommes heureux d'offrir un programme qui, en plus de mener nos étudiants à une intéressante carrière dans un domaine en pleine croissance, élargit aussi l'accès à la justice pour les francophones de l'Ontario », indique la présidente du collège, Lise Bourgeois.

« La Cité collégiale, à titre d'unique fournisseur du programme en français dans la province, contribue à permettre à la population francophone d'avoir accès à des services juridiques en français abordables en Ontario », ajoute la coordonnatrice du programme Parajuriste, Lyne Durocher.

C'est en mai 2007 que le Barreau du Haut-Canada s'est vu confier la responsabilité de réglementer la profession de parajuriste, conformément à la Loi de 2006 sur l'accès à la justice de l'Ontario. La Loi visait notamment à permettre aux résidents de l'Ontario d'avoir accès à une gamme élargie de services juridiques à moindre coût.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Classement de l'article | 16 sept. 2010 | L'Express Ottawa | Par Kristina Brazeau
kristina.brazeau@transcontinental.ca

Le recteur de l'Université d'Ottawa distribue des bouteilles d'eau en métal

L'Université d'Ottawa a souligné l'entrée en vigueur de l'interdiction de la vente d'eau embouteillée sur ses campus vendredi dernier alors que le recteur accompagné de membres des associations étudiantes a distribué des bouteilles d'eau en métal sur le campus à la communauté universitaire.



L'Université, qui a investi plus de 100 000\$ depuis 2008 dans les fontaines d'eau sur le campus invite la population étudiante, le personnel enseignant et administratif et les autres membres de la communauté universitaire à ne pas boire d'eau embouteillée et se tourner vers d'autres initiatives comme remplir une tasse, un verre ou une bouteille réutilisable aux fontaines et robinets un peu partout sur le campus.

L'institution investira également 75 000 \$ de plus dans le dossier des fontaines d'eau au cours de la prochaine année.

Les améliorations déjà effectuées comportent l'installation de fontaines avec robinet en col de cygne pour faciliter le remplissage des bouteilles réutilisables et leur modernisation. De nouvelles fontaines ont aussi été installées près des services alimentaires. Les fontaines sont également accessibles aux personnes en fauteuil roulant, ont une pression d'eau plus forte et une meilleure réfrigération.

16 septembre 2010 | Le Droit | MALORIE BEAUCHEMIN La Presse La Presse

Suspect accusé de possession d'explosifs

Présumé complot terroriste à Ottawa

Misbahuddin Ahmed, l'un des trois présumés terroristes arrêtés au mois d'août en Ontario et accusé d'avoir comploté pour commettre un attentat terroriste, est maintenant accusé aussi de possession d'explosifs dans l'intention de causer des dommages.

Escorté par trois agents de sécurité, chaînes aux pieds mais sans menottes, vêtu d'une chemise bleue et d'un pantalon noir, le technicien en radiologie de 26 ans, qui a grandi en banlieue de Montréal, s'est présenté hier au palais de justice d'Ottawa pour l'enquête sur sa mise en liberté.

Attentivement, parfois en fronçant les sourcils, il a écouté les arguments du procureur de la Couronne, David McKercher, qui a résumé la preuve contre lui.

Si M. Ahmed est reconnu coupable de la nouvelle accusation qui pèse contre lui, il est passible de la prison à vie. L'information divulguée à l'audience sur sa libération sous caution est protégée par un interdit de publication afin de garantir à l'accusé un procès juste et équitable.

« Je n'ai été avisé du deuxième chef d'accusation qu'hier soir (mardi), alors j'ai été surpris, a dit l'avocat de M. Ahmed, Mark Ertel, à sa sortie du tribunal. Mais ce n'est pas inhabituel, parfois des accusations peuvent s'ajouter même après les audiences sur une mise en liberté conditionnelle. »

« Je n'ai aucune raison de croire, par contre, qu'il y en aura d'autres dans ce cas-ci », a-t-il ajouté.

Dans cette affaire, c'est à la défense qu'il revient de prouver que l'accusé ne représente pas une menace et qu'il peut être libéré sous conditions.

L'audience devrait se poursuivre aujourd'hui ou au début de la semaine prochaine. La juge de paix Louise Girault, de la Cour de justice de l'Ontario, rendra ensuite sa décision.

« Nous avons bon espoir que M. Ahmed sera libéré. Il existe dans ce pays une garantie de libération conditionnelle raisonnable et de présomption d'innocence. Ce seront les principes qui guideront la juge de paix », a souligné Me Ertel, ajoutant que son client se porte bien « dans les circonstances » et qu'il est très « reconnaissant » du soutien que lui apportent sa famille et ses amis, dont plusieurs membres étaient présents dans la salle d'audience, hier.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Autos Careers Classifieds Homes



www.Rogers.com

Smartphones wave of future for schools

Ottawa students, boards on same page as premier on allowing devices

By DOUG HEMPSTEAD, OTTAWA SUN

Last Updated: September 15, 2010 10:15pm



Lisgar Collegiate students (left to right) Jenna Odwar, Veronica Balloch and Rafia Junaid are all smiles over the notion that Premier Dalton McGuinty is considering allowing cellphones and BlackBerrys in school classrooms. DOUG HEMPSTEAD/Ottawa Sun

If you can't beat 'em, legislate 'em.

It seems premier Dalton McGuinty — whose government banned handheld devices for motorists — is considering allowing cellphones and smartphones like the BlackBerry in Ontario classrooms.

Asked Wednesday about the possibility that the Toronto District School Board may allow handheld electronic devices in class, McGuinty said there may be a “right” way to use them effectively.

“I think we should be open to that,” McGuinty said. “Telephones and BlackBerrys and the like are conduits for information today. And one of the things that we want our students to do is to be well informed.

“It’s something that we should be looking at in our schools,” he said.

The Ottawa Catholic School Board is on the same page.

Spokeswoman Mardi de Kemp said the board already has wireless Internet in all its high schools, but currently doesn’t allow cell phones in class.

She said the board would likely have no problem with allowing them, if they were being used solely for research and organization, not

taking or placing calls.

“It would have to be teacher-directed,” said de Kemp. “They’re a fabulous tool, but like any new fabulous thing, it has to be used responsibly.”

She said clear guidelines for use would be drawn up.

“Sometimes with teens you have to lay it out for them,” she said.

Ottawa-Carleton public board trustee Riley Brockington said cellphones represent a new way to engage students, as long as everybody has one.

“But there are many circumstances when they should not be used, where they could be more of a distraction,” said Brockington. “This isn’t carte-blanche.”

Teens themselves are elated.

“That would be awesome,” said Rafia Junaid. “I already use it as my daily planner.”

So too does friend Veronica Balloch, who said many students lose their hard-copy daily planners and agendas because they “hate school”. Students would never lose their smartphones because they’re “obsessed with them,” she said.

Nepean-Carleton Tory MPP Lisa MacLeod thinks the whole notion is “absurd”, suspecting it will be no time at all before students will use the devices to bring their sexuality into the classroom — “sexting” each other by sending suggestive e-mails, messages and photographs.

“It’s just another example of how out of touch Dalton McGuinty has become from the values and concerns of hard-working Ontario families and parents,” said MacLeod. “First (he) proposed sex-ed classes for six-year-olds. Now he thinks schools should allow cellphones in the classroom? Ontario’s children should be learning math and science in the classroom.”

doug.hempstead@sunmedia.ca

Copyright © 2010 Ottawa Sun All Rights Reserved

Article rank | 16 Sep 2010 | Ottawa Citizen | BY LEE GREENBERG

Cells OK in classrooms, McGuinty says

Ottawa boards allow phones, with certain restrictions

Ontario Premier Dalton McGuinty says cellphones and smart phones should be allowed in the classroom.

The son of a school board trustee says he knows that the devices can be very distracting, but said in a media scrum in Toronto on Wednesday that there was a "right way" to use them.

"We're not talking about people who are driving, we're talking about students who are inside a classroom setting. The fact of the matter is telephones and BlackBerrys alike are conduits for information today.

"And one of the things we want our students to do is to be well informed."

The issue has surfaced in the Toronto area because the school board there is reconsidering its ban on the devices.

When reporters noted the premier had banned the devices from his own cabinet meetings he responded: "There's a right way and a wrong way to use these things.

"If the teacher says 'all right, we're all going to go online right now, we're all going to access this information right now,' that's different ... than this gentleman who is completely ignoring me right here and doing his own thing."

Conservative Opposition leader Tim Hudak said the statement "sounds like another example of Dalton McGuinty backtracking. He wanted to pull cellphones out of cars and now he wants to allow them in the classrooms. I just don't see any consistency in that thinking.

"I just don't like the idea of cellphones in the classroom disrupting the important work that needs to go on," he added.

In Ottawa, the city's largest school board lets individual principals decide what works best for their school.

However, Sharlene Hunter, the spokeswoman for the Ottawa-Carleton District School Board, said the rule of thumb was pretty simple: "If it makes noise, it is not allowed in the classroom because it will interfere with learning."

That applies to cellphones, smart phones and MP3 players. Cellphones can't be used for talking or texting during class, but they can sometimes be used for teacher-directed activities at the Ottawa Catholic School Board.

"That doesn't mean they can spend half an hour updating their Facebook page," said Mardi de Kemp, the board's spokeswoman.

"That means they should be doing research."

She added that use of smart phones in the classroom had to be equitable. "It has to be something where the other kids have access to school laptops and PCs, so it's fair," she said.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 16 Sep 2010 | Ottawa Citizen

Teacher reprimanded for killer math quiz

A Japanese primary school teacher has been reprimanded for giving his students a math problem in which he asked how long it would take to kill 18 children at a rate of three murders a day. The 45-year-old male teacher, whose name has been withheld, has apologized for giving the quiz to his pupils, aged seven and eight, at his public school in Okazaki, education officials said Wednesday. "I did it carelessly. I deeply reflect on my conduct," he was quoted as saying by the officials over the incident in May, which led to a parent complaint to the school. News of the incident emerged as new education ministry statistics said cases of violence at Japanese schools rose for a fourth straight year to hit a record 60,913 cases for the year to March, with 165 student suicides.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Autos](#) [Careers](#) [Classifieds](#) [Homes](#)

Teaching success without roadblocks

By MOIRA MACDONALD, QMI AGENCY

Last Updated: September 16, 2010 2:00am

You know something's up if the guy who made *An Inconvenient Truth* has turned his camera onto American public schools, found them wanting and then launches a direct hit on teacher unions.

Can the same people hitting the climate change panic button also call the school system "broken" and high schools where more than half of students traditionally do not graduate "drop-out factories"? Is that politically allowed?

That's what happens in Davis Guggenheim's latest documentary, *Waiting for Superman*, which had its Canadian premiere at the Toronto International Film Festival and will enter theatres in a few weeks.

Its title comes from a story told by one of the film's subjects, Geoffrey Canada. Canada is not Canadian, but a native of the hard-scrabble South Bronx in the 1950s and 1960s.

He's the founder of a very successful charter school called Promise Academy in central Harlem, touted by a Harvard economist for eliminating the achievement gap between black and white students.

A child of disadvantage himself, Canada talks about how crushed he was when his mother broke the news Superman was not real. The ghetto was an awful place and Canada figured a rescue by his superhero was his only hope.

With his mother's revelation, Canada realized "no one was coming with enough power to save us."

The film's premise is for most kids living in the same desperate conditions, school could be the ticket out—but despite big spending increases, even their schools are failing them. The only option for the inner-city minority children the film follows (save one white middle-classer) is admission via an excruciating public lottery process into an independently-run, publicly-funded charter school.

Great teachers are praised and their mission branded as courageous.

Teacher unions take it on the chin for protecting crappy teachers and blocking efforts to evaluate, recognize and promote good ones while rooting out the bad.

Charter schools are held up not as the solution but the only place at the moment where solutions are allowed to take root.

In truth, not all charter schools are as successful as Canada's. And the film leaves out the fact Canada had already introduced a mass of community supports previously not provided by government before the school was started. But movies have never been a place to get into cumbersome details.

Still, what might a film about the foibles of the American school system mean for us?

Very little, I was told last Friday at the Ontario Public School Boards Association—except to reflect on how good we've got it and avoid made-in-America solutions. OPSBA, backed by the group People for Education, held a media briefing in anticipation of both *Waiting for Superman's* premiere and a Toronto speech Monday by U.S. education secretary Arne Duncan.

"The fundamental difference is education is not an industry in Ontario, it's a value," said Catherine Fife, OPSBA's president.

As stressed by Fife and PFE's Annie Kidder, Ontario does do well and significantly better than the U.S. in the last international test known as PISA (and by gum, if there weren't tests how would we know?).

However Alberta — an albeit advantaged province that promotes more choice in public schooling than Ontario, though also has a lower graduation rate — outranked us (though by less than previous years) standing alongside top performers such as Finland and Hong Kong.

We also do a better job in narrowing the academic success gap between rich and poor students. But it's still there — and significantly louder in some communities than others.

So we still don't have all the answers. And it might just be we could learn from examples of heroic success elsewhere — no matter where they happen.

moira.macdonald@sunmedia.ca

Copyright © 2010 Ottawa Sun All Rights Reserved